

5.4 Revenus des ménages

En 2017, le **revenu disponible brut (RDB)** des ménages augmente de 2,6 % en valeur, après + 1,7 % en 2016. Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale rebondit (+ 1,3 %), après avoir baissé en 2016 (– 0,1 %), si bien que le **pouvoir d'achat** du RDB ralentit (+ 1,3 %, contre + 1,8 % en 2016). Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel, c'est-à-dire par **unité de consommation**, progresse de seulement 0,7 %. Comme c'est le cas depuis 2015, la progression du RDB est principalement imputable aux revenus nets d'activité, avec une contribution de + 1,6 point en 2017. Pour la première fois depuis 2011, les revenus du patrimoine contribuent significativement à la hausse du RDB (+ 0,8 point). Les **prestations sociales** en espèces y contribuent également, mais dans une moindre mesure (+ 0,6 point). Comme les années précédentes, les impôts courants pèsent négativement sur le RDB (– 0,4 point).

Les salaires nets perçus par les ménages progressent, en valeur, plus vite qu'en 2016 (+ 3,0 %, après + 1,8 %) tant en raison de la meilleure tenue de l'emploi salarié (+ 1,2 %, après + 0,8 % en 2016) que d'une croissance plus forte du salaire net moyen par tête (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2016). Après trois années de progression, le revenu mixte net des entrepreneurs individuels fléchit légèrement (– 0,1 %) dans un contexte où leurs cotisations sociales augmentent à nouveau (+ 1,2 %), après deux années de baisse.

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages croissent au même rythme qu'en 2016 (+ 1,9 %, après + 1,8 %), mais en termes réels elles ralentissent nettement. Si les dépenses d'indemnisation du chômage décèlèrent sous l'effet du ralentissement du nombre de chômeurs et d'une hausse du taux de couverture par l'assurance chômage, les prestations familiales et les dépenses d'assurance maladie accélèrent en revanche légèrement. Les prestations vieillesse augmentent au même rythme qu'en 2016.

Deux raisons principales expliquent la forte hausse des revenus du patrimoine des ménages (+ 4,1 %). La première est le dynamisme des revenus générés par les loyers (réels et imputés) reçus par les ménages (+ 3,7 %), induit par la forte baisse de la consommation de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les crédits immobiliers liée à la diminution des taux d'intérêt. La seconde est liée à la forte augmentation des revenus tirés de leurs placements en assurance-vie (+ 10,3 %), après trois années de baisse (– 15,9 % entre 2013 et 2016). Les dividendes perçus par les ménages progressent modérément (+ 1,4 %).

Après avoir constamment ralenti entre 2012 et 2016 (avec une augmentation de 8,9 % en 2012 et de 1,0 % en 2016), les impôts courants sur le revenu et le patrimoine accélèrent en 2017 (+ 2,3 %), tirés à la hausse par des recettes supplémentaires de la contribution sociale généralisée (CSG) en lien avec l'accélération de la masse salariale. ■

Définitions

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une unité de revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Revenu primaire : revenu directement lié à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus du patrimoine liés à la possession de logements (loyers réels et imputés) aussi bien qu'aux actifs et passifs financiers (intérêts, dividendes, etc.).

Déflateur, prestations sociales (ou transferts sociaux), revenu disponible brut des ménages (RDB), unité de consommation : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2018.
- « Le revenu réel des ménages par habitant en hausse dans la zone euro et dans l'UE28 », *communiqué de presse* n° 74, Eurostat, avril 2018.
- « Les revenus d'activité des non-salariés en 2015 », *Insee Première* n° 1688, février 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Revenus des ménages 5.4

Revenu disponible brut des ménages

en milliards d'euros

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Salaires et traitements bruts	796,4	812,6	823,5	833,4	847,4	863,7	890,3
Cotisations sociales à la charge des salariés	104,8	109,0	113,9	117,6	120,7	124,1	128,7
Salaires et traitements nets	691,7	703,6	709,6	715,8	726,7	739,5	761,7
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	430,1	446,3	459,4	470,6	477,9	486,3	495,4
Revenus salariaux et sociaux	1 121,7	1 149,9	1 169,0	1 186,4	1 204,6	1 225,8	1 257,1
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	287,1	291,6	289,3	293,1	296,3	300,3	307,2
Cotisations des non salariés	27,8	29,1	30,3	31,0	30,6	30,0	30,4
Revenu disponible brut (RDB)	1 291,9	1 304,9	1 298,0	1 315,1	1 330,8	1 353,3	1 389,0

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat des ménages

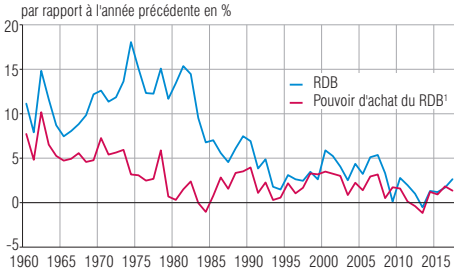
en %

	11/10	12/11	13/12	14/13	15/14	16/15	17/16
Revenu disponible brut (RDB)	2,0	1,0	-0,5	1,3	1,2	1,7	2,6
Évolution de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages	1,8	1,4	0,6	0,1	0,3	-0,1	1,3
Pouvoir d'achat du RDB ¹	0,1	-0,4	-1,2	1,2	0,9	1,8	1,3
Pouvoir d'achat par personne	-0,4	-0,9	-1,7	0,7	0,5	1,4	1,0
Pouvoir d'achat par ménage	-0,7	-1,2	-2,0	0,3	0,1	1,0	0,5
Pouvoir d'achat par unité de consommation	-0,6	-1,1	-1,8	0,6	0,3	1,2	0,7
Population moyenne	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Nombre de ménages	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8
Nombre d'unités de consommation	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6

1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

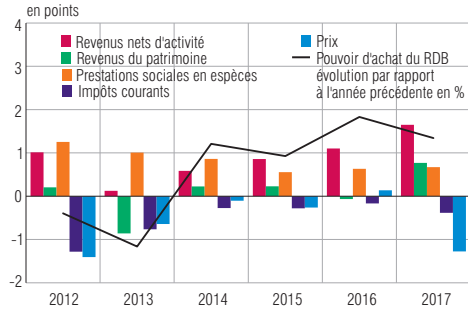
Évolution du revenu disponible et du pouvoir d'achat des ménages de 1960 à 2017



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages de 2012 à 2017



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Revenu disponible des ménages par habitant dans l'UE en 2016

	Revenu médian ¹			Revenu médian ¹			Revenu médian ¹	
	en euros	en SPA ²		en euros	en SPA ²		en euros	en SPA ²
Allemagne	21 275	21 210	France	21 713	20 750	Pologne	5 884	10 850
Autriche	23 694	22 524	Grèce	7 500	8 828	Portugal	8 782	10 714
Belgique	22 295	20 820	Hongrie	4 768	8 387	Rép. tchèque	7 838	12 514
Bulgarie	3 151	6 715	Irlande	22 407	18 158	Roumanie	2 448	4 794
Chypre	14 020	15 985	Italie	16 247	16 232	Royaume-Uni	21 136	17 521
Croatie	5 726	8 829	Lettonie	6 365	9 257	Slovaquie	6 951	10 507
Danemark	28 665	21 120	Lituanie	5 645	9 279	Slovénie	12 327	15 500
Espagne	13 681	15 175	Luxembourg	33 818	28 071	Suède	25 164	20 706
Estonie	8 645	11 860	Malte	13 572	16 925	UE	16 529	16 452
Finlande	23 650	19 766	Pays-Bas	22 733	20 994			

1. Revenu par unité de consommation.

2. Standard de pouvoir d'achat : unité monétaire artificielle utilisée pour neutraliser les différences de niveaux de prix entre les pays.
Note : revenu annuel.

Source : Eurostat (extraction du 12 juillet 2018).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Titre de la double-page

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique

« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisés ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²		Fonction de consommation	Pondération ¹	Évolution 17/16 ²	
		2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²			2017	Moyenne annuelle Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2	Transport	1 451	3,1	2,8
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1	Achats de véhicules	362	0,7	1,7
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4	Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5	Services de transport	288	2,0	1,1
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7	Communications	285	-4,2	-4,2
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3	Services postaux	17	3,8	3,8
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0
Tabac	188	2,7	6,0	Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0	Loisirs et culture	894	0,3	0,5
Habillement	357	0,1	0,0	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1	Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4	Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2	Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6	Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5	Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9	Éducation	4	1,2	0,6
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1	Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0	Restauration et cafés	587	1,4	1,2
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2	Services d'hébergement	165	2,4	2,0
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2	Autres biens et services	1 341	1,1	1,2
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9	Soins personnels	278	0,3	0,2
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0	Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4	Protection sociale	485	0,9	1,0
Santé	1 063	-0,2	0,5	Assurances	296	2,1	2,3
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7	Services financiers	38	2,5	2,2
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2	Autres services	125	0,9	1,1

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

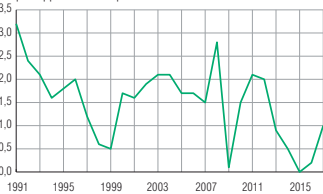
Hausses	17/16	Baisses	17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecins généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Essence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16		17/16
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.

Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Des graphiques d'illustration

Des données de cadrage européennes ou mondiales

Titre du thème